Date de parution: 11/2014

Cotisations

**Régularisation progressive des cotisations : comment faire ?**

L'assiette plafonnée des cotisations implique une régularisation pour corriger les variations du salaire soumis à cotisation d'une échéance à l'autre. La régularisation progressive offre un avantage : elle permet d'être « juste » à chaque paye.

**Préférer régulariser en douceur**

**Régulariser chaque année.** À l'expiration de chaque année civile, l'employeur doit procéder à une régularisation des cotisations plafonnées pour tenir compte de l'ensemble des rémunérations versées à chaque salarié, dans la limite du plafond correspondant à la somme des plafonds périodiques applicables lors du versement des rémunérations.

La différence éventuelle entre le montant des cotisations obtenu et celui qui a fait l'objet de versements au cours de l'année doit alors faire l'objet d'un versement complémentaire (le « versement régularisateur ») (c. séc. soc. [art. R. 243-10](https://rfpaye.grouperf.com/lien_spad/?base=LEGI&orig=REVUE_RF_FH&code=LEGITEXT000006073189&numero=R243-10&idspad=LEGIARTI000006749060)).

**Contrôle obligatoire.** Ce contrôle est obligatoire pour les salariés dont le salaire brut est variable, et qui peuvent se trouver, d'un mois sur l'autre, au-dessus puis en dessous du plafond de la sécurité sociale. Sans régularisation, l'employeur pourrait se retrouver en fin d'année avec un montant de cotisations inférieur à celui qui est dû en application du plafond annuel.

**Ajustement progressif.** L'employeur peut préférer opter pour une régularisation progressive, afin d'éviter un versement important en fin d'année ou à l'occasion du départ du salarié en cours d'année. Cela suppose la succession de plusieurs payes, dont les montants bruts sont parfois supérieurs, parfois inférieurs au plafond de la sécurité sociale.

Cela permet également à l'employeur d'éviter de demander un remboursement en cas de trop payé.

**Salariés et cotisations concernés**

**Salariés concernés.** La régularisation progressive concerne tous les salariés, à l'exception :

- des travailleurs à domicile et des salariés pour lesquels les cotisations ou les salaires servant de base à celles-ci sont fixés forfaitairement (c. séc. soc. [art. R. 243-12](https://rfpaye.grouperf.com/lien_spad/?base=LEGI&orig=REVUE_RF_FH&code=LEGITEXT000006073189&numero=R243-12&idspad=LEGIARTI000006748795)) ;

- des salariés dont les cotisations font l'objet de taux réduit ou d'une assiette réduite, comme notamment les VRP multicartes, les artistes du spectacle, les journalistes (lettre min. du 24 avril 1974).

**Cotisations concernées.** La régularisation concerne toutes les cotisations plafonnées et plus particulièrement celles portant sur les tranches A, B, C et tranches 1 et 2 (ARRCO non-cadres).

En pratique, la vérification de la régularisation s'impose pour tous les organismes ayant perçu des cotisations, l'employeur devant toujours s'assurer que les taux ont été appliqués aux bonnes bases.

Dans tous les cas, les taux applicables sont les taux en vigueur au moment de chaque paye.

**Calcul à effectuer**

**Cumuler les rémunérations.** L'employeur doit faire masse, à chaque échéance de cotisations, des rémunérations payées depuis le premier jour de l'année ou à compter de l'embauche, si celle-ci est postérieure.

**Calculer les cotisations**. L'employeur doit ensuite calculer les cotisations sur la partie de cette masse qui ne dépasse pas le plafond cumulé correspondant à la période totale d'emploi (c. séc. soc. [art. R. 243-10](https://rfpaye.grouperf.com/lien_spad/?base=LEGI&orig=REVUE_RF_FH&code=LEGITEXT000006073189&numero=R243-10&idspad=LEGIARTI000006749060), al. 3).

Pour un salaire brut en janvier de 3 500 € et en février de 2 900 €, l'employeur cumule les rémunérations - 6400 €. Cumul TA en février : 3 129 + 3 129 = 6 128 €.

Cumul TB en février : janvier 371 € (3 500 - 3 129) ; février 142 €(6 400 - 6 258).

TB de février = 142 € (TB février) - 371 € (TB janvier) = - 229 €.

**Décalage de la paye.** Lorsque l'employeur pratique le décalage de la paye, il doit retenir comme plafond celui correspondant à la date de versement du salaire, sauf option pour le rattachement des salaires à la période de paye (c. séc. soc. [art. R. 243-6](https://rfpaye.grouperf.com/lien_spad/?base=LEGI&orig=REVUE_RF_FH&code=LEGITEXT000006073189&numero=R243-6&idspad=LEGIARTI000006748444), II, 1°).

Rappelons que l'option pour le rattachement n'est ouverte qu'aux entreprises de 9 salariés au plus.

Exemple de régularisation progressive sur l'année 2014

En 2014, le plafond est de 37 458 € pour une année complète (soit 3 129 € par mois). Un salarié a perçu normalement 3 200 € par mois. Il a été en « absence non rémunéré » en mars et octobre, mois au cours desquels il a perçu respectivement 535 € et 2 400 €. En septembre, une prime a porté son salaire à 5 700 € et, en décembre, une autre prime a porté son salaire à 6 000 €.

